



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

A/38/535  
S/16089  
27 octobre 1983  
FRANCAIS  
ORIGINAL : RUSSE

ASSEMBLEE GENERALE  
Trente-huitième session  
Points 66 et 142 de l'ordre du jour  
EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DECLARATION  
SUR LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE  
INTERNATIONALE

CONSEIL DE SECURITE  
Trente-huitième année

LA SITUATION EN AMERIQUE CENTRALE : MENACES  
CONTRE LA PAIX ET LA SECURITE  
INTERNATIONALES ET INITIATIVES DE PAIX

Lettre datée du 26 octobre 1983, adressée au Secrétaire général par  
le Représentant permanent de l'Union des Républiques socialistes  
soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte d'une déclaration du  
Gouvernement soviétique datée du 25 octobre 1983.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de cette  
déclaration comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 66  
et 142 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

(Signé) O. TROYANOVSKY

ANNEXE

Déclaration du Gouvernement soviétique

Les actes d'agression perpétrés par les Etats-Unis d'Amérique ont créé une grave menace contre la souveraineté et la sécurité de la République du Nicaragua et ont également provoqué une aggravation de la situation dans l'ensemble de l'Amérique centrale. Le territoire nicaraguayen a été envahi par des milliers de mercenaires professionnels qui assassinent de paisibles habitants, effectuent des actes de sabotage contre des objectifs économiques, et s'emploient, par tous les moyens dont ils disposent, à paralyser la vie pacifique du pays. Ces hommes ont été instruits et armés par les Américains. Leurs actions sont dirigées et coordonnées directement par la CIA ainsi que par d'autres services spéciaux des Etats-Unis.

Washington ne se contente pas de faire appel à un ramassis de contre-révolutionnaires pour diriger ces forces d'intervention. Le peuple du Nicaragua est en effet menacé d'une invasion directe des forces américaines. Au large des côtes nicaraguayennes, dans le Pacifique et l'Atlantique, le Pentagone a concentré les dizaines de bâtiments de guerre; en outre, au Honduras voisin sont cantonnés, dans le cadre de prétendues manoeuvres, d'énormes contingents de l'armée américaine qui appuient directement les bandes de criminels.

Les représentants officiels des Etats-Unis ne cachent pas qu'une guerre est actuellement menée contre le Nicaragua, guerre dont le but est de renverser le gouvernement légitime de cet Etat souverain et de contraindre le peuple nicaraguayen à abandonner la voie du développement qu'il s'est choisie et à se soumettre au diktat des Etats-Unis.

Le Gouvernement des Etats-Unis ne se contente pas d'inspirer les opérations de sabotage effectuées contre le Nicaragua et d'autres pays et de contribuer matériellement à leur succès, il fait de ces actions une partie intégrante de sa politique. La déclaration que le président Reagan a récemment faite au sujet du "droit" de réaliser des opérations secrètes contre des Etats indépendants a du reste été interprétée aux Etats-Unis même comme la proclamation d'une politique de "terrorisme d'Etat".

Il s'agit en fait de la part des Etats-Unis d'un défi à l'égard de tous les Etats qui à maintes reprises ont condamné et rejeté unanimement la politique d'ingérence dans les affaires d'Etats et de peuples souverains et d'une prétention cynique et hégémoniste d'introduire l'arbitraire et l'illégal dans les affaires internationales. La politique et les actions concrètes de Washington constituent une grave violation des principes fondamentaux du droit international, de la Charte des Nations Unies et des dispositions de l'Acte final d'Helsinki.

L'exemple du Nicaragua montre clairement ce que valent réellement les belles paroles de Washington sur la liberté, la démocratie, les droits de l'homme, etc., et quels principes moraux sont appliqués dans la réalité. Toute personne dépourvue de préjugés pourra constater que pour le Gouvernement américain actuel, ni liberté, ni démocratie, ni droits de l'homme, ni aucune de ces notions n'existent plus dès que les peuples se libèrent du joug de l'exploitation impérialiste et s'engagent sur la voie d'un véritable développement indépendant.

C'est le summum de l'hypocrisie que de tenter de faire croire que le Gouvernement des Etats-Unis est en faveur d'un règlement politique de la situation en Amérique centrale. En réalité, ce gouvernement sabote tous les efforts constructifs déployés par le Nicaragua et d'autres Etats d'Amérique latine et il démontre par ses actions concrètes qu'il ne souhaite pas un règlement politique des problèmes de cette région.

Les actions des Etats-Unis vis-à-vis du Nicaragua constituent un crime contre le peuple nicaraguayen, une menace directe contre la sécurité et la souveraineté de tous les Etats d'Amérique latine, une tentative de s'arroger par la force le droit de déterminer le système que doit adopter tel ou tel pays, et la politique étrangère que ce pays doit suivre.

Tous ceux qui sont épris de paix et de liberté doivent élever leur voix pour soutenir la juste cause du Nicaragua et n'épargner aucun effort pour éliminer la tension qui règne en Amérique centrale et déjouer les plans dangereux de Washington.

Le Gouvernement soviétique condamne vigoureusement la politique d'agression menée par les Etats-Unis à l'égard du Nicaragua et proclame la solidarité inébranlable du peuple soviétique avec la juste lutte que le peuple nicaraguayen mène de son choix pour un développement libre et indépendant. Il faut que cesse l'ingérence étrangère dans les affaires du Nicaragua.

-----